



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

**Sous-comité des droits internationaux de la
personne du Comité permanent des affaires
étrangères et du développement international**

SDIR • NUMÉRO 061 • 1^{re} SESSION • 42^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mardi 16 mai 2017

—
Président

M. Michael Levitt

Sous-comité des droits internationaux de la personne du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mardi 16 mai 2017

• (1310)

[Traduction]

Le président (M. Michael Levitt (York-Centre, Lib.)): Bonjour,

Chers collègues, comme nous avons pu réunir nos invités dès le début des travaux du Comité, nous remettrons notre examen de la situation à plus tard. Je vous demanderais de préparer tout changement, suggestion ou révision en vue de la prochaine réunion. Merci beaucoup.

Avant de commencer, j'aimerais préciser que nous en sommes à la troisième séance du Sous-comité sur la détérioration de la situation au Venezuela.

Nous avons récemment entendu parler du gouvernement vénézuélien qui tentait de contourner l'Assemblée nationale, de miner l'indépendance judiciaire et de faire taire la dissidence en incarcérant ses opposants. Les protestations prolongées et les accès de violence et d'intimidation auxquels ont été confrontés les manifestants au cours des derniers mois — plus de 40 Vénézuéliens y compris des mineurs sont décédés lors de ces protestations — sont particulièrement troublants.

Le sous-comité a également entendu dire que la corruption endémique a conduit à la faillite un pays riche en ressources, précipitant du coup une crise économique, sociale et humanitaire aiguë qui a des conséquences sur la vie de plus de 30 millions de Vénézuéliens. En septembre 2015, le chef de l'opposition vénézuélienne, Leopoldo López, a été condamné à près de 14 ans d'emprisonnement pour des motifs politiques et il est depuis détenu dans une prison militaire, en isolement cellulaire depuis près de 700 jours sur les 1 100 passés en détention jusqu'à présent.

C'est dans ce contexte que je souhaite aujourd'hui la bienvenue à Lilian Tintori, activiste prodémocrate du Venezuela et épouse de Leopoldo López, le chef de l'opposition actuellement incarcéré; Antonieta Mendoza de López, mère de monsieur López; Jared Genser, conseiller international de M. López; et bien sûr, Irwin Cotler, respecté membre du présent sous-comité pendant de nombreuses années, qui vient souvent nous rendre visite.

Madame Tintori, je vous invite à nous faire votre déclaration, puis nous passerons aux questions des membres du Comité.

Merci beaucoup.

M. David Sweet (Flamborough—Glanbrook, PCC): Monsieur le président, avant de commencer, j'aimerais préciser, au cas où les gens ici présents ne le savent pas, qu'il est interdit en vertu des règles de prendre des photos.

Le président: Oui, en effet, en vertu des règles de ce comité, aucune prise de photos ni de vidéos ne sera autorisée pendant que nous siégeons, s'il vous plaît.

Merci.

S'il vous plaît, madame Tintori, la parole est à vous.

Mme Lilian Tintori (à titre personnel): Bonjour monsieur le président, membres distingués du Sous-comité des droits internationaux de la personne, mesdames, messieurs.

Merci, Irwin Cotler et merci, Jared Genser.

Je m'appelle Lilian Tintori et je suis honorée de pouvoir témoigner ici aujourd'hui.

Pendant que je suis ici, des centaines de milliers de gens protestent pacifiquement en ce moment même dans les rues de mon pays, au Venezuela. Aujourd'hui nous en sommes à notre 46^e journée de protestations. Les gens exercent leurs droits constitutionnels de contester une dictature répressive et de protester contre le manque de nourriture et de médicaments, contre le taux élevé de violence et contre la persécution orchestrée par le gouvernement.

Aucune démocratie ne devrait avoir de difficulté à accepter nos demandes: la libération inconditionnelle de tous les prisonniers politiques, la tenue d'élections générales, l'ouverture de filières humanitaires gérées par les Nations unies, et enfin, le respect de notre assemblée nationale. Mais nous ne vivons pas dans une démocratie et le régime de Maduro a tellement peur de ses propres citoyens qu'il cherche à les réprimer par la violence.

Comme j'accompagne les manifestants dans les rues depuis les cinq dernières semaines, j'ai vraiment été aux premières loges de cette répression. Nos rassemblements sont pacifiques, mais le gouvernement envoie des soldats, des chars d'assaut et des hélicoptères et il tire sur nous du gaz lacrymogène. L'autre jour, cherchant à interrompre notre marche pour la justice, il a fait asperger de gaz lacrymogènes une école élémentaire remplie d'écoliers, ce qui a fini par tuer une femme âgée.

Afin de nous intimider encore davantage, le gouvernement a lâchement armé des gangs appelés les *colectivos*, des groupes de civils armés, afin qu'ils tirent sur nous. Depuis le début des protestations le 1^{er} avril, plus de 2 000 personnes ont été mises en état d'arrestation. Plus de 1 700 personnes ont été blessées et plus de 40 personnes sont actuellement décédées: une personne est décédée ce matin et deux autres sont décédées hier après-midi.

Il y a actuellement plus de 180 prisonniers politiques au Venezuela. Vous savez peut-être que l'un d'entre eux est mon mari, Leopoldo López. À titre de l'un des chefs de l'opposition, il est détenu illégalement depuis trois ans pour avoir réclamé des changements dans notre gouvernement actuel par des moyens pacifiques, démocratiques et constitutionnels. Il purge une peine carcérale de 14 ans après avoir subi un simulacre de procès qui, selon la procureure en chef elle-même, était une mascarade.

Leopoldo est un prisonnier d'opinion. Bien qu'il soit civil, il est détenu dans une prison militaire où on lui refuse régulièrement son droit légal de voir sa famille et ses avocats. Il a récemment été privé de tout contact avec l'extérieur pendant plus d'un mois, sans téléphone, sans journal, sans aucun moyen de communication.

● (1315)

Un journaliste bien connu a lancé une rumeur sur Twitter selon laquelle Leopoldo avait été empoisonné et qu'il était possiblement mort. Nous ne pouvions pas le confirmer, car les chefs militaires qui dirigent la prison et l'hôpital refusaient de nous laisser entrer.

J'ai finalement pu voir Leopoldo la semaine dernière et, Dieu merci, il se porte bien. Mais nous craignons pour son bien-être physique et psychologique.

Avec deux jeunes enfants, je passe de nombreuses nuits sans dormir, en me faisant du souci pour ce qui pourrait arriver à leur père. Manuela, ma fille, a sept ans. Leopoldo Santiago, mon fils, en a quatre.

Ces soldats savent qu'ils enfreignent les droits de la personne, mais ils agissent ainsi sous les ordres directs du gouvernement, de la dictature. Le gouvernement cherche à nous intimider par la violence ou les détentions arbitraires, dans l'espoir que nous mettrons fin aux protestations, mais nous ne nous laisserons pas intimider. Les enjeux sont trop importants et notre amour de la liberté est plus fort que nos craintes.

Depuis la dernière fois que j'ai pris la parole devant ce sous-comité, le 25 novembre 2014, la situation s'est énormément dégradée au Venezuela. Le régime de Maduro gouverne par décrets d'urgence, de manière à contourner les partis d'opposition de l'Assemblée nationale. La Cour suprême approuve sans discussion toute intervention de l'exécutif et elle a tenté de dissoudre l'Assemblée nationale en mars. Nous n'avons pas de Parlement au Venezuela en ce moment. Les dirigeants ont fait marche arrière devant les protestations, mais ils cherchent maintenant à mettre sur pied une assemblée parallèle ou *constituyente* de citoyens, dans le but de miner la voix électorale du peuple. Ils veulent bloquer les élections. Ils veulent étouffer la voix du peuple.

Je crains qu'en sombrant dans une dictature répressive, mon pays devienne un narco-État. L'impunité est pour ainsi dire totale au Venezuela, à 99 %, ce qui en fait un paradis pour les narcotrafiquants.

Les cadres supérieurs du gouvernement, y compris le vice-président, sont liés au commerce de la drogue et ils souhaitent que notre pays devienne un État en déroute.

À cette violation systématique des droits de la personne s'ajoute la terrible crise humanitaire de mon pays. L'inflation, qui devrait atteindre les 2 000 % cette année, a entraîné plusieurs pénuries d'aliments et de médicaments. La moitié des enfants du Venezuela n'ont pas trois repas par jour et plus d'un million d'étudiants ont abandonné leurs études à cause de la faim. Les Vénézuéliens ont en moyenne perdu 8,6 kilos l'an dernier. Comme trop de personnes souffrent de la faim, les hôpitaux sont dans l'impossibilité de traiter

les maladies guérissables. La mortalité infantile et maternelle monte en flèche, tout comme le nombre de cas de malaria et du virus Zika.

Les médecins renvoient régulièrement les patients chez eux à défaut de médicaments pour les soigner.

● (1320)

Le désespoir a amené plus de 115 000 personnes à fuir le pays. Déjà le nombre de demandeurs d'asile vénézuéliens au Canada a doublé au cours de la dernière année. Comme la situation s'aggrave, nous pouvons nous attendre à un exode encore plus important.

Sur la scène internationale, le Canada est devenu un pays phare en matière de droits de la personne. Nous sommes particulièrement reconnaissants pour le travail qu'il accomplit en collaboration avec d'autres leaders régionaux comme le Mexique, le Brésil et les États-Unis, qui demandent des comptes au régime de Maduro dans des forums internationaux comme l'Organisation des États américains.

Cela dit, nous avons maintenant besoin du leadership canadien pour nous aider à atténuer les souffrances de mon peuple. Maduro s'est dit prêt à autoriser les Nations unies à fournir de l'aide humanitaire au pays, et je crois que le Canada peut être un intervenant clé pour s'assurer que cette aide humanitaire atteigne les plus vulnérables.

Premièrement, nous avons besoin d'indépendance, et pour obtenir cette indépendance, nous devons cultiver ce sentiment, puis nous devons élaborer un plan qui nous permette d'assurer cette indépendance efficacement. La triste réalité, c'est qu'au Venezuela, le gouvernement n'est plus au service du peuple. Il ne fait qu'augmenter notre souffrance. Je crains les conséquences d'une implosion de l'État pour les 30 millions de Vénézuéliens et c'est pourquoi je demande au Canada de nous venir en aide et de faire preuve de leadership.

Je suis ici aujourd'hui pour représenter la voix des Vénézuéliens qui souffrent. Je vous demande d'écouter notre appel. Ce n'est pas le moment de parler de démocratie. Nous ne pouvons attendre une déclaration dans un mois ou deux. Nous devons agir maintenant. Nous avons besoin d'aide. Nous sommes en situation d'urgence. Nous demandons un débat d'urgence. Nous demandons un débat sur la situation d'urgence au Venezuela. Nous vous demandons avec toute la force de notre foi de nous venir en aide.

● (1325)

Le président: Je vous remercie de votre vibrant témoignage, madame Tintori. Vous avez certainement brossé un tableau très net de la situation à l'intention de notre sous-comité.

Passons maintenant à M. Sweet qui vous posera une première question.

M. David Sweet: Merci beaucoup, monsieur le président.

Madame Tintori, j'aimerais transmettre à vous et à votre famille toutes mes sympathies et celles de tous mes collègues, j'en suis sûr, pour les souffrances qu'endure Leopoldo López, d'autant plus que ses ravisseurs n'ont cessé de l'intimider depuis son incarcération.

Je suis convaincu qu'il aimerait que nous puissions voir sa vie comme un microcosme de tout ce qui se passe au Venezuela. Les comptes rendus que nous avons eus sont accablants, et je ne parle pas seulement de votre témoignage, mais des témoignages de médecins qui ne peuvent soigner les patients. Les chiffres que vous avez mentionnés, ces gens qui ont perdu près d'une dizaine de kilos... Il faut ne pas manger pendant une quarantaine de journées par année pour perdre autant de poids. Cette crise prend des proportions effroyables.

J'aimerais savoir, et peut-être que M. Cotler ou M. Genser connaissent la réponse, si l'ambassade que nous avons sur place a un rôle d'observation et si des représentants canadiens peuvent rendre compte objectivement de ce qui se passe là-bas.

En outre, j'ai entendu dire que les médias étaient maintenant manipulés. Les membres de l'opposition sont présentés comme des manifestants avec des armes, alors qu'ils ne le sont pas, et on se sert de ces images pour faire de la propagande. Est-ce vrai?

Ma troisième question est la suivante: j'ai également entendu dire que des tribunaux militaires sont actuellement utilisés pour juger des civils. Est-ce le cas au Venezuela? Pourriez-vous répondre à ces questions, s'il vous plaît?

Mme Lilian Tintori: D'accord. Effectivement, au Venezuela nous n'avons pas actuellement la primauté du droit. Nous n'avons pas de pouvoirs de décision autonome. C'est pourquoi mon mari Leopoldo López a demandé la tenue d'élections en 2014 et qu'il proteste dans les rues pour que des changements soient apportés afin d'éviter la crise humanitaire comme celle que nous vivons actuellement.

Actuellement, nous n'avons pas la primauté du droit au Venezuela. Nos droits sont bafoués avec des armes et avec des chars d'assaut. Au cours des quatre dernières semaines, plus de 2 000 personnes ont été détenues et ont été jugées par des tribunaux militaires. Il en est ainsi parce que Luisa Ortega, la procureure du Venezuela, a dit non, affirmant qu'il s'agissait d'un coup d'État, et qu'il est tout à fait capable de continuer de la sorte.

Beaucoup de choses se passent au Venezuela. L'un des pouvoirs a dit non, affirmant que c'est de la dictature, et maintenant l'armée s'adresse aux tribunaux militaires. C'est inconstitutionnel. C'est une violation des droits de la personne, car les civils doivent être traduits devant les tribunaux civils et les militaires, eux, devant les tribunaux militaires. Nous avons une dictature militaire et une dictature répressive, et c'est pourquoi ils utilisent les forces militaires pour détenir les gens et mettre un plus grand nombre de personnes en prison.

Ils tentent de museler les protestataires. Ils tentent de semer la peur dans les rues, mais le peuple vénézuélien ira dans les rues pour secourir notre démocratie. Nous ne pouvons pas arrêter.

• (1330)

M. David Sweet: Après que la procureure générale eut protesté publiquement, les procureurs civils ont emboîté le pas et vous dites qu'on fait maintenant appel aux tribunaux militaires, parce que les procureurs civils refusent de participer aux poursuites. Alors les gens du Venezuela entendent leurs voix également, est-ce exact?

Mme Antonieta de López (à titre personnel): C'est exact, oui.

L'hon. Irwin Cotler (président fondateur, Centre Raoul Wallenberg pour les droits de la personne): Pour revenir à l'ambassade canadienne sur place... Avant de venir à cette réunion aujourd'hui, nous avons rencontré les deux secrétaires parlementaires et le ministre des Affaires étrangères, Matt DeCoursey et Omar Alghabra.

Ils disent garder un œil vigilant sur ce qui se passe sur place et recevoir régulièrement des rapports. Le ministre des Affaires étrangères se penche également sur la situation et nous avons rencontré le premier ministre à ce sujet. Il s'est montré très réceptif à l'idée d'évaluer ce qui se passe au Venezuela en ce moment afin de prendre les mesures qui s'imposent.

Mme Lilian Tintori: Oui.

Au Venezuela, nous avons cinq pouvoirs. L'un des pouvoirs est...

Une voix : La procureure générale.

Mme Lilian Tintori : Cette dernière a dit « Non, c'est une dictature ». Le pouvoir moral est absent et c'est pourquoi Tarek William Saab... nous attendons qu'il se prononce, mais son fils de 26 ans a publié une vidéo sur Twitter qui dit ceci: « Papa, arrête. C'est une dictature. Fais ton travail. Tu es responsable des droits de la personne au gouvernement. Que fais-tu? Ils tuent des jeunes dans les rues et demain, ça pourrait être moi. »

C'est le fils de l'autorité morale.

Il s'en passe des choses en ce moment au Venezuela. C'est le moment opportun de réclamer des changements, de vraiment arrêter la dictature et de secourir la démocratie.

M. David Sweet: Vous avez demandé que le Canada fournisse de l'aide humanitaire et qu'il dirige une mission avec la collaboration de ses partenaires à l'échelle internationale. Que pourrait-il faire d'autre?

Mme Antonieta de López : Je pense que ce serait bien qu'un groupe de parlementaires se rende au Venezuela afin de constater la situation sur le terrain. Il faudrait qu'il le fasse le plus vite possible, car nous sommes dans une situation d'urgence en ce moment. De plus, je dois dire que nous avons demandé au premier ministre de se pencher sérieusement sur les quatre enjeux que Lilian vient de mentionner, à savoir la tenue d'élections, la libération des prisonniers politiques, le respect de l'Assemblée nationale et l'aide humanitaire. Il nous a écoutés attentivement et je pense que les voix provenant de différents groupes et auditoires canadiens sont très importantes de nos jours, compte tenu de ce qui se passe à l'Organisation des États américains, la OEA, plus particulièrement. Une réunion se tiendra le 31 mai, regroupant tous les ministres des Affaires étrangères, qui se pencheront sur la situation actuelle au Venezuela en vue de soumettre le dossier à l'Assemblée générale des Nations unies.

Hier fut une journée importante, parce qu'un groupe de pays s'est abstenu de voter aux Nations unies. Ces pays votent généralement contre les nations démocratiques, mais là ils se sont abstenus. Nous devons maintenant faire un dernier effort afin qu'ils appuient les pays démocratiques de la région.

• (1335)

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons maintenant passer à M. Fragiskatos.

M. Peter Fragiskatos (London-Centre-Nord, Lib.): Merci beaucoup, et merci aux témoins d'être présents aujourd'hui. Vos témoignages sont extrêmement éloquentes; c'est le moins qu'on puisse dire.

Le régime de Chávez, et bien sûr, celui de Maduro, s'appuient sur l'idée qu'ils sont les seuls à pouvoir faire avancer les intérêts des pauvres du Venezuela, que personne d'autre n'est en mesure de le faire, et que leur légitimité, telle qu'ils la perçoivent, est basée sur cette notion qui se révèle complètement erronée.

Vous avez mentionné dans votre présentation qu'il y avait pénurie d'aliments et de médicaments. Je me demande si vous pouviez nous parler des pénuries, et plus précisément des conséquences de ces pénuries sur les pauvres au Venezuela. Puis, si vous pouviez nous dire un mot sur le nouveau modèle économique pour remplacer le régime actuel que l'opposition propose aux pauvres du Venezuela, des solutions économiques qui donnent de l'espoir pour l'avenir, des idées concrètes sur la manière d'améliorer leurs perspectives d'avenir.

Mme Lilian Tintori: C'est une très bonne question. Nous sommes dans ce combat depuis 18 ans, mais pour ce qui est de nos familles, de moi personnellement, je me bats pour la libération de mon mari depuis trois ans. Mais j'essaie d'aider les pauvres du Venezuela. Nous avons lancé une campagne appelée *Rescue Venezuela*, qui signifie Sauvons le Venezuela. Nous allons partout dans le monde — nous avons été dans 11 villes jusqu'à présent — en quête d'aliments et de médicaments pour notre pays. Les aliments et les médicaments que nous envoyons dans notre pays sont néanmoins interceptés à l'aéroport. L'armée contrôle l'aéroport également. Elle contrôle tout. De nombreux aliments et médicaments ont été expédiés chez moi et je vais maintenant dans les hôpitaux et les différentes fondations afin de donner de la nourriture et des médicaments aux gens. Et vous savez quoi? Maduro demande à des gens armés de se présenter dans ces hôpitaux et d'y confisquer nos boîtes. Toute l'année dernière, je me suis déplacée dans tout le pays pour aider les gens, et voilà que Maduro confisque les boîtes d'aliments et de médicaments. Ce n'est pas facile.

Notre dernier don comprenant 40 grosses boîtes de fournitures médicales était destiné au Dr Miller, attaché au plus important hôpital de la capitale. Je les lui ai données en disant qu'elles venaient du Mexique, de la Californie et de la Colombie. Deux heures plus tard, des paramilitaires civils armés, les *colectivos*, se sont présentés à l'hôpital et l'ont fait prisonnier. Le Dr Miller est en prison simplement pour avoir reçu nos dons.

Bref, nous essayons, mais nous sommes sous une dictature. Les politiciens ne peuvent pas faire de politique; nous n'avons pas de débats; nous n'avons pas de Parlement, nous n'avons personne et c'est très difficile.

Mais nous sommes d'avis, le *Note de la rédaction — Inaudible* droit, beaucoup de choses pour redresser l'économie, exploiter le pétrole et travailler dans le secteur pétrolier au Venezuela. Nous allons publier un livre sur le pétrole cette année et sur la manière dont nous allons redresser notre économie... et nous le ferons. Le fait est qu'aujourd'hui nous sommes sous une dictature et nous voulons voter pour un nouveau président, un nouveau gouvernement et de nouveaux maires.

M. Peter Fragiskatos: Je ne voudrais pas vous interrompre, mais je veux m'assurer que vos propos figurent au compte rendu.

Si je comprends bien, les pénuries dont nous entendons parler touchent non seulement la classe moyenne et les classes plus aisées, mais tous les Vénézuéliens. Je pense également que l'on peut présumer que la situation a des répercussions négatives disproportionnées sur les pauvres du fait qu'ils sont déjà dans une position difficile.

• (1340)

Mme Lilian Tintori: Effectivement.

M. Peter Fragiskatos: C'est bien ce que je pensais, car tout ce que j'ai lu semble aller dans ce sens, mais je voulais m'assurer que ces remarques figurent au compte rendu.

Mme Lilian Tintori: Soixante-treize pour cent de la population a perdu du poids. Soixante-treize pour cent de la population n'a pas trois repas par jour. La crise touche tout le monde au Venezuela. En ce moment, Diego Arellano, âgé de 31 ans, vient de décéder. Une autre personne a été abattue par une balle aujourd'hui pendant une manifestation. Une de plus. Cinquante et une personnes.

San Antonio de los Altos. Toutes les personnes enlevées... Les quinze dernières sont décédées tandis que 51 personnes avec ... [*Le*

témoin parle en espagnol]... armes à feu,... [*Le témoin parle en espagnol*] dans la tête ou la poitrine.

L'hon. Irwin Cotler: J'aimerais revenir sur un aspect précis de votre question: il est important de réaliser que 80 % des Vénézuéliens vivent actuellement dans la pauvreté. Un million d'étudiants ont dû abandonner leurs études parce qu'ils ont faim. Les taux de mortalité maternelle et infantile grimpent en flèche. Je pourrais continuer, mais vous voyez qu'il s'agit d'une véritable crise humanitaire, une crise de la pauvreté, et qu'un pays est en voie d'implosion à cause d'une dictature répressive.

M. Peter Fragiskatos: Pourriez-vous nous parler des paramilitaires? Nous avons lu à ce sujet et nous en avons entendu parler. Comment le régime utilise-t-il les organisations paramilitaires dans ses efforts pour maintenir le pouvoir?

Mme Lilian Tintori: Oui. Il y a des groupes avec des armes d'épaule et des armes de poing, et d'autres avec des motocyclettes. Nous en avons peut-être davantage auparavant. Maintenant il y en a moins, mais ils sont encore là. Chávez a armé ces groupes et a commencé à faire de la politique agressive.

Nous avons un État terroriste. Il [*Le témoin parle en espagnol*].

Il autorise la violence. Voilà où nous en sommes. Des armes sont mises entre les mains d'une multitude de personnes au Venezuela et toutes les 19 minutes, une personne risque de mourir d'une mort violente, des suites d'un enlèvement ou pour s'être emparée d'un sac de nourriture ou d'une paire de chaussures. Nous vivons une très profonde crise d'insécurité et c'est pourquoi Maduro est maintenant seul. Il est seul au monde et seul dans sa dictature. Non seulement a-t-il envoyé l'armée dans la rue pour nous faire taire, mais les *colectivos* ou les paramilitaires se présentent sur les lieux des manifestations et ils tirent. Nous avons des vidéos, nous avons des photos, bref, tout le nécessaire pour montrer que c'est vrai.

M. Peter Fragiskatos: Merci beaucoup.

Le président: Merci. Nous passerons maintenant à Mme Hardcastle, s'il vous plaît.

Mme Cheryl Hardcastle (Windsor—Tecumseh, NPD): Merci, monsieur le président.

Je vous remercie tous de votre présence. Il s'agit là d'une très importante question sur laquelle notre comité doit se pencher pour la raison que Lilian — si je peux me permettre de vous appeler Lilian — a évoquée, à savoir « secourir notre démocratie ». L'idée de secourir une démocratie fait partie du rôle de ce comité. Comment voyons-nous le Canada dans ce contexte? Où se situe-t-il par rapport à tout cela?

Pour nous, il s'agit en partie de comprendre le passé afin que lorsque nous secourons une démocratie, nous ne voulons pas la ramener là où elle se situait avant, cela dit en toute déférence. Nous essayons de faire avancer les choses, nous essayons de mettre une démocratie en marche et de construire quelque chose de mieux que tout ce que nous avons vu au cours de notre histoire.

Sauf votre respect, je ne peux considérer aucun moment de l'histoire de ce merveilleux pays sans me dire que je veux me battre pour qu'il puisse à nouveau revenir à ce qu'il était. Je veux voir des améliorations.

J'aimerais que vous nous parliez de certains des arguments intellectuels que nous pourrions utiliser au sein de l'OEA afin d'aider votre démocratie et la remettre sur les rails. J'aimerais que vous nous parliez de cette idée. Cela va de pair avec la question de mon collègue au sujet des paramilitaires. Le rôle de votre armée est très difficile à comprendre dans un pays comme le nôtre, car il diffère du rôle que notre armée joue au sein de notre gouvernement et de notre système judiciaire. Comment pourrait-on défendre votre cause ou la faire valoir? Que faut-il faire selon vous? Je le demande, parce que j'imagine que ces raisonnements ont été portés à l'attention du gouvernement Maduro. Comment ces manifestations et ces désaccords ont-ils dégénéré pour en arriver à une telle instabilité? Nous devons déterminer comment nous allons vous venir en aide. Vous êtes en situation de crise et nous devons vous venir en aide afin que vous puissiez vous en sortir, tout en vous améliorant et en vous renforçant.

Aidez-nous à comprendre en quoi consiste le rôle des tribunaux militaires actuellement. J'ai lu au sujet d'une proposition visant la création d'une assemblée militaire constitutionnelle au sein de laquelle seraient représentés les forces armées et les travailleurs. Est-ce une question que nous pourrions défendre au sein de l'OEA? Peut-être entrevoyez-vous un moyen plus direct de procéder?

Notre comité fait des recommandations qui doivent être utiles et constructives.

M. Cotler aura peut-être quelques observations à nous faire sur la manière dont nous pourrions faire avancer le dossier et mieux comprendre le rôle actuel des militaires qui, de toute évidence, doit être modifié, voire même supprimé.

• (1345)

Mme Antonieta de López: Je pense que l'une des premières choses qu'il faut retenir, c'est que depuis l'arrivée de Chávez au pouvoir au pays, les militaires ont acquis diverses responsabilités. Nous avons l'armée, nous avons la garde nationale, nous avons la force aérienne et nous avons la force navale. Il a commencé par donner des responsabilités de gestion gouvernementale à des militaires.

Aujourd'hui, je pense que quelque 80 % des postes au gouvernement sont occupés par des membres des forces armées. L'armée de terre et les forces armées se retrouvent ainsi responsables d'assurer l'intégrité du pays, de maintenir l'ordre et de faire observer les règles. Maintenant ils se compromettent avec le gouvernement et ce dont Lilian vient de nous parler a été démontré, notamment en ce qui touche tout le trafic de drogue au Venezuela. En effet, le Venezuela est maintenant le parcours emprunté entre la Colombie et le reste du monde, et les militaires participent pleinement à ce trafic.

Il en est ainsi à cause d'une distorsion de ce que Chávez a décidé il y a 18 ans, et comme vous pouvez le constater, cela a pris une génération entière. La manière dont les généraux sont promus... leur nombre n'a jamais été aussi élevé; je pense qu'ils sont plus nombreux que dans tout autre pays démocratique de l'hémisphère. Voilà l'un de nos problèmes majeurs avec les forces armées, à mon avis.

Et ce que vous disiez à propos de la Constitution, des forces armées...

[Le témoin parle en espagnol]

Mme Lilian Tintori: Votre question est très importante. J'ai posé la même question à Leopoldo en prison. Pourquoi notre pays en est-il là? Pourquoi un tel gâchis? Que s'est-il passé? Leopoldo m'a répondu ceci: « Lilian, ce sont les 18 années sous Chávez et la nomination des ministres qui sont à l'origine de ce gâchis ». Nous

avons rencontré de nombreux ministres ici aujourd'hui, des gens très importants, des spécialistes dans leur domaine. Au Venezuela, ce sont des militaires qu'ils nomment dans les ministères. Tous les postes sont occupés par des militaires amis de Chávez. C'est ainsi qu'ils détruisent notre pays. C'est pour cela que nous n'avons plus rien à manger, que nous n'avons pas de médicaments. Nous avons un narco-État parce qu'il y a des cartels militaires au Venezuela.

C'est précisément la question que j'ai posée à Leopoldo afin d'essayer de comprendre mon pays. C'est un gâchis. Et ce n'est pas facile.

La Constitution du Venezuela accorde une place importante aux droits de la personne. C'est une très bonne Constitution. Elle a été rédigée en 1999 et nous y tenons. Nous y tenons vraiment et nous n'avons pas besoin d'en rédiger une nouvelle. La nouvelle constitution que Maduro veut faire adopter actuellement est illégale. Les Vénézuéliens n'ont pas été consultés sur l'Assemblée nationale constituante. La première phrase de l'article 347 explique très clairement qu'en vertu de la Constitution, le peuple du Venezuela est le dépositaire du pouvoir constitutionnel. Cela signifie que durant le processus électoral, seuls les électeurs vénézuéliens peuvent autoriser la convocation d'une Assemblée nationale constituante. La proposition de l'Assemblée nationale constituante modifie illégalement les règles pour se doter d'une majorité.

Si vous permettez, je m'explique. Le pouvoir dévolu au peuple en vertu de la Constitution n'est plus entre les mains du peuple. Il appartient dorénavant au groupe de Maduro et c'est de la fraude. Tout le monde au Venezuela reconnaît que c'est encore une fraude de Maduro. C'est un nouveau coup d'État et tous les dirigeants du continent, y compris des membres de l'entourage de Maduro et d'Escarra, disent que c'est même pire. Hier, des gens très proches de Maduro ont dit: « Non, ce n'est pas constitutionnel. Vous êtes fou. Non, nous tenons à notre Constitution, et nous devons la respecter. »

• (1350)

Le président: Merci beaucoup.

Nous allons passer à M. Tabarra.

M. Marwan Tabbara (Kitchener-Sud—Hespeler, Lib.): Merci, Monsieur le Président.

Merci à tous les témoins d'être présents. La situation sur laquelle nous nous penchons se poursuit et le présent Comité a décidé à l'unanimité de l'étudier davantage et d'y porter une plus grande attention.

Ma question à vous deux est que des responsables du Venezuela ont fait valoir que les élections ne sont tout simplement pas une priorité pour le moment. Ils disent que des enjeux plus pressants doivent être réglés. Je pense que vous êtes d'accord avec le fait que les gens manifestent probablement pour l'instauration d'une bonne gouvernance et l'apport de changements au gouvernement. Ils veulent réformer leur pays. Ils veulent qu'on leur rende leur pays et ils ne veulent pas de cette inflation, de ces prix élevés pour les aliments, etc.

Que pensez-vous du gouvernement qui dit que les élections ne sont pas une priorité pour le moment?

Mme Antonieta de López : Pourquoi ne le sont-elles pas?

Mme Lilian Tintori: Parce qu'ils vont perdre. La population n'est pas de leur côté.

M. Marwan Tabbara: Ils ne cessent de dire dans les médias qu'ils veulent remettre les élections à plus tard, qu'ils font tout ce qu'ils peuvent pour l'éviter et qu'ils n'ont pas encore fixé de date. Il a été question d'élections en 2018, mais ils font tout en leur pouvoir pour l'éviter.

Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet?

L'hon. Irwin Cotler: Si je peux me permettre, je pourrais utiliser votre question et répondre à la question de Mme Hardcastle en même temps.

Il faut comprendre que pendant que nous sommes réunis ici, une dictature répressive sévit au Venezuela, qu'il s'agit d'une situation d'urgence, d'une attaque pure et simple contre la démocratie, contre les droits de la personne et contre la primauté du droit. Or, que peut faire le Canada et que peut recommander votre comité parlementaire?

Premièrement, 83 % des Vénézuéliens veulent la tenue d'élections libres et intègres; ils veulent un changement de gouvernement.

Deuxièmement, ils veulent restaurer la démocratie, les droits de la personne, la primauté du droit, et plus particulièrement le respect de la Constitution, avoir un parlement élu en bonne et due forme et l'indépendance du système judiciaire.

Troisièmement, ils veulent la libération des prisonniers politiques, y compris et plus particulièrement la libération de Leopoldo López, chef de l'opposition démocratique.

Quatrièmement, ils ont besoin d'aide humanitaire afin de mettre fin à la crise humanitaire.

C'est ce qui a été mis de l'avant par Lilian Tintori et dans les représentations faites aujourd'hui dans une réunion regroupant des parlementaires de tous les partis et le premier ministre. Voilà les quatre demandes qui ont été formulées et qui permettraient de restaurer la démocratie, les droits de la personne, la primauté du droit et le constitutionnalisme au Venezuela.

M. Jared Genser (conseiller juridique, à titre personnel): En réponse à votre question, j'aimerais simplement mentionner que la révocation par l'entremise d'un référendum autorisé par la Constitution — il existe un processus de révocation du président moyennant un certain nombre de votes — a été bloquée par Maduro, et c'est la raison pour laquelle l'Organisation des États américains et la communauté internationale demandent des élections hâtives. Il a refusé d'autoriser la mise en œuvre de ce processus. Par conséquent, il a interrompu un processus prévu dans la Constitution en refusant d'honorer le nombre de signatures qui ont été recueillies en nombre suffisant pour lancer le processus. C'est pourquoi la communauté internationale ne s'attarde pas à la date d'expiration de son mandat en 2018, mais demande la tenue d'élections hâtives en 2017. Maduro a bloqué le référendum qui aurait permis sa destitution, ce qui aurait été le moyen le plus rapide et efficace de le limoger.

• (1355)

M. Marwan Tabbara: Madame López, vous avez parlé des forces militaires et de sécurité. Voyez-vous une fragmentation ou des divisions au sein des forces de sécurité en ce moment ou se sont-elles en quelque sorte unifiées en une seule entité sous Maduro?

Mme Antonieta de López: Je vais vous répondre d'après la conversation que j'ai eue avec mon fils Leopoldo dimanche. Il me disait que pendant les trois années et demi passées dans une prison militaire, il a eu la possibilité de parler aux soldats, aux majors et aux dirigeants; ce sont eux qui l'ont incarcéré. D'après lui, d'après sa propre expérience, de 50 % à 60 % des militaires de la prison veulent

que Maduro parte, parce qu'ils ne veulent pas de dictature. Voici rapidement un exemple.

Que se passe-t-il au sein de l'ensemble des forces armées... Nous ne le savons pas; les précieux renseignements que j'en ai viennent de ce que perçoit mon fils en prison. Tous les plus haut placés sont exclusivement au service de Maduro, car ils participent à la corruption, sont impliqués dans le trafic de la drogue et violent les droits de la personne avec le consentement de Maduro. Le groupe qui gère le pays est de très petite taille.

Il semble qu'il commence à y avoir beaucoup de division dans les rangs inférieurs, car les Vénézuéliens qui ont vraiment leur pays à cœur ne sont pas d'accord avec toutes ces tueries. Ils ne sont pas d'accord avec la brutale oppression perpétrée contre les Vénézuéliens pacifiques et ils veulent résoudre les problèmes de pénuries alimentaires et mettre un terme à la torture, aux problèmes de santé, aux homicides et à la violence. Comme Lilian a dit, toutes les 90 minutes, un Vénézuélien décède parce que le gouvernement a armé des civils. Chávez leur fournit des armes depuis le début de son régime.

Mme Lilian Tintori: Ils contrôlent tout. Ils contrôlent les médias, ils contrôlent la télévision, la radio; ils contrôlent les aéroports, les tribunaux, la prison. La prison militaire est au sommet d'une montagne, mais toute la montagne est une zone militaire, alors nous sommes au bas de la montagne et nous commençons par dire bonjour à l'armée. Les soldats munis d'armes nous bloquent. Nous devons commencer par dire bonjour à tous les niveaux de la montagne. Tous les militaires nous disent: « Continuez à vous battre, continuez à vous battre, dites bonjour à Leopoldo, continuez à vous battre, ayez confiance, continuez à vous battre ». Voilà ce qu'ils nous disent. Mais lorsque nous nous présentons à la prison, ce sont quatre membres des forces armées qui prennent Leopoldo... les douanes. Ils sont en lien direct avec Maduro et avec [Note de la rédaction : *Inaudible*], et ils nous bousculent, ils enregistrent toutes nos visites conjugales, les visites personnelles avec mes enfants, avec ma belle-mère. Ils enregistrent chaque visite et nous enlèvent nos vêtements chaque fois que nous allons en prison. Ils nous soumettent à des fouilles à nu.

Mais tous les soldats de la zone militarisée en montagne nous disent de continuer à nous battre.

Le président: Nous avons du temps pour une dernière petite question de la part de Mme Block.

Mme Kelly Block (Sentier Carlton—Eagle Creek, PCC): Merci beaucoup, monsieur le président.

Je suis heureuse de participer à ce débat. C'est la deuxième fois que je suis invitée à ce comité en tant que visiteur et je suis reconnaissante de l'occasion qui m'est donnée d'entendre les témoignages d'aujourd'hui.

Si j'ai bien compris, votre gouvernement n'est plus au service de votre pays. Vous demandez que des mesures soient prises et vous dites que l'heure n'est plus à la diplomatie. Puis-je vous demander sur quels États de l'OEA faut-il exercer des pressions pour qu'ils prennent position au sujet de Maduro et que cesse la violence?

•(1400)

Mme Lilian Tintori: Nous avons besoin du soutien des pays qui s'abstiennent actuellement. Lors du dernier vote au sujet du Venezuela, le secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, disposait de tous les renseignements sur le Venezuela, mais il a déposé un document qui expliquait mal la réalité de notre pays. Lorsque ces pays ont été appelés à voter la dernière fois, certains ont voté oui, d'autres non, et d'autres se sont abstenus. Hier, tous ces pays se sont abstenus d'un vote à l'OEA. Un seul pays, le Nicaragua, a refusé de parler du Venezuela.

Tous ces pays qui étaient *ciegos por la situación* et qui ont dit non sont maintenant prêts, et c'est une occasion à saisir. Le Canada peut beaucoup aider en parlant avec les représentants de ces pays, et en leur disant, oui, parlons du Venezuela, exerçons des pressions afin d'assurer la tenue d'élections et la mise en place de chaînes de distribution d'aliments et de médicaments, afin d'assurer le respect de l'Assemblée nationale et de libérer tous les prisonniers politiques.

Le président: Merci beaucoup.

Nous avons un point sur lequel M. Sweet aimerait obtenir quelques précisions.

M. David Sweet: Juste une petite précision, monsieur le président. Dans la dernière partie de sa réponse, Mme Tintori a mentionné une chose et, à mon avis, il est important que le Comité le sache.

Vous avez mentionné avoir fait l'objet de fouilles systématiques en prison. Ils font cela pour vous intimider afin que vous n'ayez pas le courage de retourner voir votre mari?

Mme Antonieta de López: Oui, c'est exact.

Ils font cela depuis deux ans et demi. La pire journée, je pense que c'était en janvier 2016, j'ai subi une fouille à nu devant ma petite fille Manuela. Elle n'en revenait pas.

Vous savez, il est vraiment particulièrement difficile pour moi de dénoncer toutes ces agressions. C'est très intimidant. C'est très difficile à gérer. Mais MM. Cotler et Jared, et tous ceux qui ont travaillé avec nous pour protéger les droits de la personne nous ont dit que nous devons donner des renseignements sur tout ce qui nous arrive.

Une fois sortie de la petite pièce où j'ai subi une fouille à nu, j'ai raconté mon expérience aux médias internationaux. Par la suite, la procureure générale — fait intéressant — a pris quelques *medidas culturales*, des mesures spéciales, pour nous protéger. Le directeur

de prison, qui était toujours le plus agressif, n'était pas autorisé à nous approcher.

Je vous fais part de ceci simplement pour que vous sachiez combien ils sont agressifs envers les membres de la famille de Leopoldo. Nous allons le voir tous les jours. S'il faut qu'ils nous mettent à nu 10 fois, nous nous y soumettrons. Nous serons toujours là. Ils nous intimident peut-être dans l'espoir que nous n'irons plus le voir à la même fréquence, mais nous n'abdiquerons pas.

Mme Lilian Tintori: Nous dénoncerons ces comportements. Lorsque le directeur de prison qui a torturé Leopoldo et notre famille aura terminé son mandat, il sera promu responsable de l'aéroport et du port de Caracas, au Venezuela.

Une voix: Il a été promu.

Mme Lilian Tintori: *Ellos premian a los torturadores:* Les personnes qui torturent Leopoldo, les prisonniers politiques et nos familles dans l'armée obtiennent des promotions.

M. Jared Genser: Il en va de même, en passant, pour la juge chargée du procès de Leopoldo qui a été promue après avoir reconnu Leopoldo coupable dans un procès à sens unique tout à fait ridicule. Elle est maintenant la défenseure publique fédérale pour l'ensemble du pays. Après avoir entendu 600 heures de témoignage contre Leopoldo et seulement trois heures pour sa défense, après lui avoir donné une peine de treize ans et demi de prison, elle a été promue et se retrouve maintenant la défenseure publique de tout le pays.

•(1405)

Le président: J'aimerais remercier tous ceux qui se sont présentés ici aujourd'hui, et tout particulièrement madame López et madame Tintori.

Grâce à votre témoignage, nous avons beaucoup appris sur la situation au Venezuela. Tous les membres du Sous-comité ont été mis au courant de la violation des droits de la personne au Venezuela, de la répression de la démocratie, du sort des prisonniers politiques, et surtout celui de Leopoldo López, votre mari.

J'aimerais souligner la présence aujourd'hui de nombreux Vénézuéliens d'ici qui ne cessent de défendre votre mari, les prisonniers politiques et les droits de la personne au Venezuela.

Nous poursuivrons dans cette voie. Sachez que nos voix vous appuieront également.

Merci beaucoup.

La séance est maintenant levée.

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la *Loi sur le droit d'auteur*. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la *Loi sur le droit d'auteur*.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante : <http://www.parl.gc.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its Committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the *Copyright Act*. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a Committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the *Copyright Act*.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its Committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address: <http://www.parl.gc.ca>